



L'AUTRE 8 MAI 1945

Pour la reconnaissance par le Président de la République

du crime d'Etat en Algérie

(Sétif, Guelma, Kherrata)

RASSEMBLEMENT : 8 mai 2018 à 18h00

Place du Chatelet à Paris

Collectif unitaire pour la reconnaissance des crimes d'Etat en Algérie : Sétif, Guelma, Kherrata

Il est impossible de célébrer l'anniversaire de la victoire contre le fascisme sans vouloir arracher à l'oubli ce qui s'est passé en Algérie ce même 8 Mai 1945 et les jours suivants. Des manifestations pacifiques à Sétif, Guelma Kherrata et la région ont été réprimées dans le sang, des milliers de civils Algériens ont été massacrés par la police, la gendarmerie, des milices armées par les autorités locales et l'Armée Française aux ordres de l'exécutif. C'est après le déclenchement de cette répression que l'on a déploré à Sétif et aux alentours une centaine de victimes européennes.

Amputer notre histoire commune par l'occultation de ce crime d'état ne permet pas à la France d'en finir avec la page coloniale de son histoire.

Si le 19 mars dernier, le Président de la République a reconnu que le système colonial en Algérie était « injuste » et « niait les aspirations des peuples à décider d'eux-mêmes », il faut qu'il aille plus loin en disant la vérité sur les massacres du 8 Mai 1945. Le geste symbolique fait à Sétif en 2015 par le Secrétaire d'Etat J-M Todeschini, demeure très en-deçà de cette demande.

En 2015, le Conseil Municipal de Paris a demandé, à l'unanimité, au Chef de l'Etat de reconnaître ces massacres comme crimes d'état. Des vœux dans ce sens ont été adoptés par des villes : Rennes, Nanterre, Ivry sur Seine...

Avant de devenir président de la République, le 5 février 2017, à l'occasion d'un déplacement en Algérie, Emmanuel Macron a affirmé que la *“colonisation est un crime contre l'humanité”*, et, interrogé par *Mediapart*, le 5 mai suivant, a répondu : *“je prendrai des actes forts”*. En ce 8 mai 2018, il est temps de passer des paroles aux actes.

Nous demandons : l'ouverture de toutes les archives, l'inscription dans la mémoire nationale de ces événements par le biais de gestes forts des plus hautes autorités de l'Etat et un soutien à la diffusion des documentaires relatifs aux évènements des l'Education nationale comme dans les médias publics.

Associations : Agir pour le Changement et la Démocratie en Algérie (ACDA), Amis de l'Algérie (Rennes), Anticolonialistes Insoumis, ANPROMEVO, Au Nom de la mémoire, Association pour la Promotion des Cultures et du Voyage (APCV), Association des Anciens Supplétifs de l'Armée Française, (AASAF), Association culturelle Les Oranges, Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK), Association Rennes-Sétif, Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis contre la guerre (4 ACG), Association des Pieds-Noirs Progressistes et leurs Amis (ANPNPA), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN), 93 au Coeur de la République, CAPJPO Euro-Palestine, Comité Vérité et Justice pour Charonne, Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI), Franco-Algériens Républicains Rassemblés (FARR), Fondation Copernic, Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires (FUIQP), Initiatives pour un autre monde (IPAM), Les Amis de Bouazizi, Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (Mrap), Réseau Féministe "Ruptures", Sortir du Colonialisme, Survie, Ustke et Collectif Solidarité Kanaky, Union Juive Française pour la Paix (UJFP),

Syndicats : Union Syndicale Solidaires

Partis politiques : Alternative Libertaire, Ecologie sociale, Ensemble, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Parti communiste français, Parti de Gauche.